

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 1^{er} DECEMBRE 2014, à 19 heures 30

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMOT-PONCET Soizick**, Adjointes, Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Adjoints – Mmes **BREVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn** (*arrivée en cours de séance*), **LE SCORNET Sylvie**, **LEPAIGNEUL Virginie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence** (*arrivée en cours de séance*), **MENARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **VILLENEUVE Catherine** (*arrivée en cours de séance*), Conseillères Municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de **LA PORTBARRE Dominique**, **LEMONNIER Philippe** (*arrivé en cours de séance*), **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, **VUILLAUME Michel** Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Mme **Huguette THOMAS** (*pouvoir à M. Jérôme SIGURET*)

Absent : Néant

Secrétaire de séance : Madame **Chantal BREVAULT**, Conseillère Municipale.

Procès-verbal de la séance du 3 Novembre 2014 : Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal 3 Novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

-
- Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux d'observer une minute de silence en mémoire de Monsieur Michel DESMARES, conseiller municipal entre 1959 et 1983, décédé le 15 novembre 2014.

Modification de l'ordre du jour : Monsieur le Maire demande l'autorisation aux membres du conseil municipal de rajouter une question non inscrite à l'ordre du jour de la présente séance :

- Réfection de la toiture de la Mairie – travaux supplémentaires

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

EMET un avis favorable à la présente demande et **DIT** que ce dossier sera porté à l'ordre du jour et traité en fin de réunion.

Mesdames Catherine Villeneuve, Laurence Mazeau, Rozenn Enel-Rehel et Monsieur Philippe Lemonnier prennent place au sein de l'assemblée délibérante.

URBANISME

Monsieur le Maire accueille et remercie Monsieur Rodolphe Péchard (cabinet K Urbain) pour sa présence. Il lui donne la parole pour la présentation de son étude relative à la mise en place d'un périmètre de protection modifié aux abords de la malouinière du Grand Val Ernoul.

2014.155 – Elaboration d'un Périmètre de Protection Modifié aux abords de la Malouinière « Le Grand Val Ernoul »

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Patrimoine,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Plan d'Occupation des Sols de la commune approuvé le 17 juin 1991,

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2013 portant inscription au titre des monuments historiques de la malouinière «Le Grand Val Ernoul»,
VU la proposition en date du 15 janvier 2014 de l'Architecte des Bâtiments de France de faire évoluer le périmètre traditionnel de protection en périmètre de protection modifié,
VU la délibération du 8 septembre 2014 confiant au Cabinet K Urbain la réalisation d'une étude pour la mise en place d'un périmètre de protection modifié,
Vu la réunion de cadrage du 23 septembre 2014 qui a permis la fourniture des données utiles et la prise en compte des objectifs des différents acteurs,
Vu la restitution d'analyse et d'échange du 14 novembre 2014 autour d'une proposition de délimitation,
Vu l'avis favorable émis par le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine d'Ille et Vilaine,
Vu la présentation effectuée en séance par Monsieur Rodolphe Péchard (*cabinet K Urbain*),
Considérant la pertinence de substituer au périmètre actuel de 500 mètres de rayon autour de la Malouinière du Grand Val Ernoul le présent Périmètre de Protection Modifié (*PPM*) qui permet de réserver l'action de l'Architecte des Bâtiments de France aux zones situées dans le champ de visibilité du monument et ainsi d'agir uniquement sur des enjeux essentiels et sur les lieux les plus sensibles au regard de la préservation du monument concerné,

Ainsi informé et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

ARTICLE 1 : APPROUVE le projet de Périmètre de Protection Modifié de la malouinière du Grand Val Ernoul conformément au plan annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : PRÉCISE que ce projet de Périmètre de Protection Modifié sera soumis à enquête publique.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Observations :

- *Monsieur Stéphane Jenouvrier, conseiller municipal, s'interroge sur l'éviction des villages de La Roche et La Basse Roche du périmètre de protection modifié. Monsieur le Maire répond qu'en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, il a été jugé préférable d'intégrer des éléments proches à forte valeur patrimoniale (ex : chapelle de Blessin), plutôt que des villages où il existe déjà une certaine hétérogénéité du bâti.*
 - *Monsieur René Labbé, adjoint à l'urbanisme, fait observer que cette étude est la démonstration qu'un dialogue de qualité et une négociation sont toujours possibles avec les services des Bâtiments de France.*
 - *Parallèlement, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un secteur significatif du territoire de la commune sera couvert par le périmètre de protection modifié du Mont Saint-Michel. Monsieur Rodolphe Péchard précise qu'il s'agit là d'une démarche requise par l'Unesco dans le cadre du classement du Mont Saint-Michel au patrimoine mondial. L'Unesco réclame en effet une gestion globale de la grande baie afin le site puisse conserver son classement.*
-

2014.156 – Avis sur le Plan de protection des risques de submersion Marine (P.P.R.S.M.)

Préambule : *Le Plan de Prévention du Risque Submersion Marine sur le secteur du marais de Dol, prescrit par arrêté préfectoral du 23 juillet 2010, a été reçu en mairie le 5 novembre 2014 et devrait être soumis à enquête publique en janvier et février 2015 (dates non communiquées).*

Conformément à l'article R 562.7 du code de l'environnement, le conseil municipal est saisi pour avis sur le projet. Cet avis, qui sera consigné aux registres d'enquête, doit être rendu dans les deux mois à compter de la réception du dossier. A défaut d'avis dans le délai imparti, il sera réputé favorable.

Monsieur René Labbé, adjoint à l'urbanisme, rapporte une synthèse des principaux éléments compris au dossier.

Le contexte national : L'élaboration des Plans de préventions des risques littoraux (*submersion marine*) sur différentes communes du département d'Ille et Vilaine a été prescrite suite à la circulaire « Xynthia » du 7 avril 2010.

Le contexte local : Le présent PPRSM du Marais de Dol a été prescrit par arrêté préfectoral du 23 juillet 2010

Les objectifs : Il s'agit d'une procédure qui :

- réglemente l'utilisation des sols au moyen d'interdictions ou de prescriptions sur les zones submersibles identifiées et réglemente les mesures à prendre en compte pour réduire la vulnérabilité de l'existant,
- oriente les choix d'aménagement sur les secteurs non ou peu exposés pour réduire les dommages aux personnes et aux biens,
- sensibilise la population sur les risques encourus et sur les moyens de s'en prémunir en apportant une meilleure connaissance des phénomènes et de leurs incidences

La présentation du territoire : Le marais de Dol, gagné sur la mer grâce à la construction de la Digue de la Duchesse Anne au 11^{ème} siècle, correspond à environ 12 000 ha répartis sur 22 communes. La population résidant dans le marais et le long de la digue est estimée à 15 000 personnes (*sans compter la population saisonnière*). Un réseau de canaux et de biefs de 350 km a été créé pour évacuer les eaux de surface. La topographie du marais de Dol présente un relief en contre-pente dirigée vers l'intérieur.

Les cartes d'aléas : Dans le cadre du présent projet, deux scénarios d'aléas ont été étudiés :

- Un scénario actuel dit « 2014 » avec les conditions météo marines actuelles et une première prise en compte des effets du changement climatique sur le niveau moyen des océans
- Un scénario futur dit « 2100 » qui intègre une prise en compte de l'état actuel des connaissances sur l'évolution à cette date du niveau moyen des océans

Le zonage réglementaire : La méthodologie consiste à croiser les niveaux d'aléas actuel et futur aux différents types d'urbanisation recensés sur le territoire du marais de Dol et permet de définir 5 types de zones réglementaires : 2 zones rouges d'interdictions et 3 zones bleues d'autorisation sous conditions.

Effets en matière d'urbanisme : Le PPRSM vaut servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers. A ce titre, il est annexé au document d'urbanisme en vigueur (*POS ou PLU*).

Pour les biens et activités implantés antérieurement à l'approbation de ce PPRSM, le propriétaire ou l'exploitant disposera, pour réaliser les prescriptions rendues obligatoires, d'un délai de 5 ans, ce dernier pouvant être réduit en cas d'urgence. Toutefois, les travaux à réaliser ne sont rendus obligatoires qu'à concurrence d'un plafond estimé par rapport à la valeur vénale ou estimée des biens et activités auxquels ils se rapportent.

Information des acquéreurs et locataires : Le code de l'environnement prévoit que les acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés dans les zones couvertes par un PPR sont informés par les vendeurs ou bailleurs de l'existence des risques visés par ce plan.

Réglementation des projets : Un projet se définit comme étant, à la date d'approbation du PPRSM, une exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle, une construction, un ouvrage, un aménagement susceptible d'être réalisé. Toute annexe d'un projet sera considérée comme présentant la même destination que le projet principal.

Des exemples de projets admis, interdits ou réglementés, selon les zonages, sont présentés à l'assemblée.

Monsieur le Maire remercie Monsieur Labbé pour son exposé et apporte les éléments complémentaires suivants.

Il indique que les élus du territoire, pour leur grande majorité, ont intégré le risque de submersion et ne remettent pas en cause la nécessité d'élaborer un PPRSM.

Toutefois, certains éléments portés au présent projet paraissent discutables dans le sens où ils ne tiennent pas suffisamment compte de la spécificité du territoire. L'existant par exemple n'entre pas assez en considération, notamment les entretiens d'ouvrages effectués par l'association syndicale des Marais de Dol. De ce fait, le raisonnement porté au dossier s'effectue toujours au risque maximum.

Il rappelle qu'une délégation d'élus avait été reçue l'an passé au Ministère de l'Ecologie sur ce sujet de submersion. Une nouvelle réunion d'échanges relative à l'élaboration du PPRSM aura lieu le 4 décembre prochain à la Maison de la Baie (*port du Vivier / Cherrueix*) en présence de Madame Ségolène Royal, Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, et des élus de la baie. Les élus se réuniront également le 5 décembre prochain au niveau du Pays.

Considérant cette situation, Monsieur le Maire propose qu'il soit demandé à l'Etat de reporter l'enquête publique du PPRSM afin que de nouveaux éléments d'analyse puissent être apportés au dossier.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **RECONNAIT** tout l'intérêt d'élaborer un Projet de Prévention des Risques de Submersion Marine, mais **SOUHAITE** que les dates d'enquête publique prévues par l'Etat soient reportées afin que des éléments complémentaires prenant en compte la spécificité du territoire puissent être intégrés au dossier,
- **CONFIE** à Monsieur le Maire le soin de transmettre cette décision à Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine.

Observations :

- *Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, déclare que l'Etat a élaboré ce projet de PPRSM en s'appuyant sur les données produites par son bureau d'étude. Même si des éléments complémentaires venaient à être fournis, l'impact de ceux-ci sera probablement marginal vis-à-vis de l'esprit global du projet. Monsieur René Labbé, adjoint, indique que les 3 bureaux d'études intervenus au dossier sont : Hydratec, Asconit Consultants et Géos.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, demande ce qu'il advient du projet de création d'une Société Publique Locale (S.P.L.) en Baie du Mont Saint-Michel, dont la présentation avait été faite en début d'année.*
Monsieur le Maire explique que cette démarche, initiée par le Conseil Général d'Ille et Vilaine, va être réactualisée. Il rappelle que dans sa séance du 13 janvier 2014, le conseil municipal avait décidé qu'il ne pouvait pas se prononcer sur une adhésion de la commune à cette SPL, car il subsistait une ambiguïté sur l'objet de la société elle-même et qu'il ne ressortait pas de la lecture des statuts que la lutte contre la submersion marine soit l'objectif prioritaire, mais plutôt le développement touristique.
Il rappelle par ailleurs que le montage de cette SPL avait également pour but premier de faciliter une recherche de financement, notamment au niveau européen.
Monsieur le Maire ajoute qu'à compter du 1^{er} janvier 2016, la submersion marine deviendra une compétence obligatoire des communautés de communes, Saint-Malo Agglomération étant jusqu'à présent la seule intercommunalité à ne pas détenir cette compétence sur le secteur.
- *Monsieur Sébastien Plihon déclare qu'un chiffrage avait été annoncé pour le rehaussement de la digue de la Duchesse Anne.*
Monsieur le Maire répond que le coût s'établissait à 7 000 000 euros, mais que le financement du programme n'était pas clairement défini, ni proratisé entre les collectivités et EPCI.

PROJET STRUCTURANT

2014.157 – Aménagement des entrées d'agglomération / Désignation d'un maître d'oeuvre

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 2 juin 2014, le conseil municipal a autorisé l'engagement d'une consultation, sous la forme d'une procédure adaptée, en vue de la désignation d'un maître d'oeuvre pour l'opération d'aménagement des entrées d'agglomération.

La commission des marchés ayant effectué son travail de classement des offres et d'audition des candidats, l'assemblée est invitée à retenir le prestataire le mieux-disant.

Le programme concerne les rue d'Emeraude, du Clos Poulet et des Magdeleines.

Il consiste à créer des entrées d'agglomération qui permettent à la fois de :

- . *Sécuriser les piétons par la réalisation d'espaces protégés*
- . *Permettre la fluidité du trafic dans un cadre de vitesse limitée*
- . *Intégrer dans les entrées d'agglomération, la typologie et l'architecture du nouveau bourg pour créer une identité globale (mobilier, espaces verts, voirie...) tout en conservant la particularisme de ces rues*
- . *Répondre au référentiel Qualiparc pour la gestion des espaces publics aux abords du parc d'activités et la zone artisanale,*
- . *Mettre en cohérence les deux études d'avant-projets réalisées en 2011 pour la rue du Clos Poulet et en 2013 pour la rue d'Emeraude*
- . *Intégrer le schéma de gestion des eaux usées et pluviales*

Montant prévisionnel du programme : 1 700 000 € HT.

Il précise que la collectivité a réceptionné 18 offres dans le délai imparti, soit pour le 1^{er} octobre 2014, à 12 heures.

L'équipe de maîtrise d'oeuvre doit être composée en interne ou en externe des compétences suivantes : un maître d'oeuvre spécialisé dans les travaux de VRD et un architecte paysage.

Toutes les offres ont été jugées conformes et recevables. Elles ont fait l'objet d'un 1^{er} classement au regard des critères portés au règlement de la consultation (*qualité technique 60 % - prix 40 %*).

A la suite, comme prévu à la présente procédure, les candidats classés en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} positions ont été reçus en audition le 5 novembre 2014 pour préciser ou compléter la teneur de leur offre.

Les 3 candidats reçus étaient : Société TECAM (*Fougères – 35*) – ATEC (*Pacé - 35*) – Société 2LM (*La Haie Fouassière – 44*).

Au terme des auditions, la commission des marchés propose de retenir l'offre la mieux-disante, soit celle de la Société TECAM (35 – Fougères) au taux d'honoraires de 1,54 % (*soit 26 180 € HT*).

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de confier le marché de maîtrise d'oeuvre à la Société TECAM (*sise à Fougères 35304 - 47-49 rue Kléber BP 80416*)
- **SOLLICITE** le financement du Conseil Général pour la prise en charge de la réfection de la couche de roulement sur les portions de RD concernées.
- **SOLLICITE** le financement de l'Agence de l'Eau pour l'aide à la réfection des réseaux d'assainissement, ainsi que toutes autres collectivités ou organismes susceptibles d'intervenir au subventionnement de cet aménagement.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et toutes les pièces afférentes à ce dossier et à son financement.

2014.158 – Constitution de groupes de travail thématiques

Monsieur Le Maire rappelle que parmi les grands projets de cette mandature figurent l'aménagement des entrées d'agglomération, l'extension du complexe sportif et la construction d'une bibliothèque. Afin d'associer très largement les membres du conseil à la conception et au suivi desdits projets, il propose de constituer 3 groupes de travail.

Ces trois groupes de travail devront faire part régulièrement de l'avancement de leur travail au Conseil Municipal et le faire valider à chaque étape.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **CONSTITUE** les groupes de travail suivants :

Extension du complexe sportif : Monsieur **René BERNARD**, Maire

M. Yvonnick DUVAL, Adjoint ; Mme Soizick CHAMOT-PONCET, Adjointe ; M. Stéphane COURDENT, M. Stéphane JENOUVRIER, Mme Patricia MENARD, M. Samuel LESAGE, Mme Catherine VILLENEUVE, M. Sébastien PLIHON, conseillers municipaux.

Aménagement des entrées d'agglomération : Monsieur **René BERNARD**, Maire

M. René LABBE, Adjoint ; M. Loïc LESNE, M. Philippe LEMONNIER, Mme Chantal BREVAULT, M. Rémy GIZARD, M. Samuel LESAGE, conseillers municipaux.

Bibliothèque : M. **René BERNARD**, Maire

Mme Odile CASU, Adjointe ; Marylène DUFAIX, Adjointe ; M. Yves BOULEUC, Adjoint ; M. Yvonnick DUVAL, Adjoint ; Mme Virginie LEPAIGNEUL, M. Michel VUILLAUME, Mme Laurence MAZEAU, Mme Chantal PERRIGAULT, M. Jérôme SIGURET, Mme Madeleine MALOIZEL, M. Dominique de LA PORTBARRE, Mme Rozenn ENEL-REHEL, Mme Sylvie LE SCORNET, conseillers municipaux.

Observations :

- *Monsieur le Maire signale qu'une rencontre a déjà eu lieu avec Monsieur Jacky Grimault, maître d'œuvre pour les travaux d'extension du complexe sportif.*
- *Concernant le projet de bibliothèque, des contacts ont été pris avec les bailleurs sociaux du territoire pour une première approche, sachant qu'un appel à projet sera nécessaire. Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, indique qu'il sera intéressant de réfléchir à une conception de bâtiment innovante en matière d'architecture.*

Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, quitte l'assemblée à 22h30.

FINANCES - PERSONNEL

2014.159 – Présentation du nouveau contrat « Millésime On line »

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique qu'en 2011, la commune de Saint-Méloir des Ondes avait souscrit un contrat intitulé « Millésime On line » auprès de la société JVS pour une durée de trois ans. Il s'agit d'un pack de logiciels d'application pour la mairie (*finances, élections, emprunts, paie, gestion de l'actif, etc...*).

Le contrat arrivant à expiration, une nouvelle proposition financière pour la reconduction de celui-ci a été établie par la société JVS.

Par ailleurs, il est proposé d'ajouter à ce pack, une solution dénommée « Parascol » permettant la gestion périscolaire (*notamment pour la garderie municipale, voire pour les Temps d'Activités Périscolaires ultérieurement*).

Le coût annuel se décompose comme suit :

. Contrat JVS

Droit d'accès 3 560.00 € HT

Forfait annuel 7 615.00 € HT

Soit un coût total de 11 175.00 € HT pour la 1^{ère} année et 7 615.00 € HT pour les 2^{ème} et 3^{ème} années.

Achat PARASCOL

. Logiciel 120.00 € HT

. Matériel (2 douchettes) 360.00 € HT

. Hébergement 18.00 € HT

Soit un coût total de 498.00 € HT pour la 1^{ère} année et 18.00 € HT pour la 2^{ème} et 3^{ème} année.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** la proposition financière de la société JVS (sise à Chalons en Champagne - 51013 CS 80547) ci-dessus précitée.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat à intervenir avec JVS Mairistem pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Observation : Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, rappelle qu'un système d'hébergement, via une plate-forme web, avait retenu dans le 1^{er} contrat. Mais, compte tenu des dysfonctionnements observés, le système avait dû être rapatrié en cours de contrat sur un serveur local.

2014.160 – Recensement de la population – Recrutement des agents recenseurs et fixation de leur rémunération

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique que le recensement de la population mélorienne sera réalisé du 15 janvier au 14 février 2015. Le territoire communal a été découpé en districts qui ont fait l'objet d'une validation par l'INSEE.

Considérant la répartition effectuée, il y a lieu d'autoriser Monsieur le Maire à recruter 7 agents recenseurs pour la période du 5 janvier au 20 février 2015 et de déterminer le mode de rémunération de ces agents.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

1 CONTRE

1 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents,

- **DÉCIDE** de créer 7 postes d'agents recenseurs pour la période du 5 janvier 2015 au 20 février 2015.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à leur recrutement et à prendre les arrêtés de nomination correspondants.
- **APPROUVE** le mode de rémunération desdits agents selon le barème suivant :

. Feuille de logement	0.53 €
. Feuille d'immeuble collectif	0.53 €
. Bulletin étudiant	0.53 €
. Bulletin individuel	1.00 €
. Bordereau de district	5.00 €
. Forfait pour ½ journée de formation	20.00 €
. Forfait tournée de repérage	20.00 €
. Forfait frais de déplacement	94.00 €

Observation : Monsieur René Labbé, adjoint, indique que pour les agents recenseurs, une rémunération horaire aurait été plus favorable qu'une rémunération au forfait et au bulletin.

TARIFS

2014.161 – Fixation des tarifs assainissement – Année 2015

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, informe l'assemblée qu'il convient de fixer les tarifs d'assainissement pour l'année 2015.

Il rappelle que le budget annexe doit s'équilibrer et que la collectivité doit veiller à conserver une capacité financière suffisante pour ses investissements en matière d'assainissement.

Il rappelle que les tarifs appliqués en 2014, soit

PART FIXE (abonnement annuel) : 25.00 €

PART VARIABLE (tarif au m3) : 1.50 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE de maintenir la tarification d'assainissement appliquée en 2014 pour l'année 2015, soit

○ **Part Fixe (abonnement annuel)** : 25.00 €

○ **Part Variable (tarif au m3)** : 1.50 €

2014.162 – Participation pour l'assainissement collectif

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique qu'il y a lieu d'examiner le montant de la participation pour l'assainissement collectif (P.A.C.) en vigueur depuis le 1^{er} Juillet 2013.

Il indique qu'actuellement, le montant de cette participation est de 1 036.00 €.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de maintenir le montant de cette participation à 1 036.00 €,
- **DIT** que la participation pour l'assainissement collectif s'effectuera et sera appliqué comme suit :
montant forfaitaire de 1 036.00 € par bâtiment ou immeuble raccordé, majoré de 1/3 par appartement ou logement supplémentaire.
- **RAPPELLE** que le fait générateur de la P.A.C. est le raccordement au réseau collectif.

2014.163 – Salle des associations « Vallée Verte »

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, présente les tarifs appliqués pour la location de la salle des associations « Vallée Verte » en 2014, à savoir : *Tarif Commune 60.00 € - Tarif hors Commune 100.00 €*

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de maintenir comme suit les tarifs de location de la salle des associations « Vallée Verte » pour l'année 2015 :
 - 60.00 € (tarif Commune – 1 journée)
 - 100.00 € (tarif hors Commune – 1 journée)
- **DIT** que ces tarifs s'appliquent aux syndics, notaires, autres organismes ou assemblées hors associations.

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, présente les tarifs pratiqués pour les concessions dans le cimetière communal. Il rappelle les tarifs appliqués en 2014, à savoir :

9

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique qu'il y a lieu de fixer les tarifs pour 2015 pour le tennis (*période de juillet et août*).

-	<u>Pour les Méloriens</u>	
	Adultes :	5.00 €
	Enfants (-12 ans) :	4.00 €
-	<u>Hors Commune</u>	
	Adultes :	11.00 €
	Enfants (-12 ans) :	5.00 €

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

—

-	<u>Pour les Méloriens</u>	
	Adultes :	5.00 €
	Enfants (-12 ans) :	4.00 €
-	<u>Hors Commune</u>	
	Adultes :	11.00 €
	Enfants (-12 ans) :	5.00 €

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, FIXE comme suit les tarifs de la taxe de séjour pour l'année 2015, à savoir :

Types et catégories d'hébergement	TARIF
Hôtel de tourisme 4 étoiles et 4 étoiles luxé, résidences de tourisme 4 étoiles meublés de tourisme 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements de caractéristiques (4/5 clés ou épis)	0.70 € par personne/nuitée
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes (3 clés ou épis)	0.50 € par personne/nuitée
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, villages de vacances de catégorie grand confort et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes (2 clés ou épis)	0,50 € par personne/nuitée
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile villages de vacances de catégorie confort et tous les autres établissements d caractéristiques équivalentes (1 clé ou épi)	0,30 € par personne/nuitée
Hôtels de tourisme classés sans étoile et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes	0,30 € par personne/nuitée

2014.171 – Décisions budgétaires modificatives – BP général 2014

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint, propose à l'assemblée d'adopter une décision budgétaire modificative relative à la section d'investissement du budget général.

Il explique que les mandatement d'investissement pour l'exercice 2014 seront clos le 15 décembre prochain. Ainsi, dans l'attente du vote du budget 2015 (fin mars), la commune fonctionnera avec des reports de crédit d'investissement.

Il convient donc que les articles soient suffisamment dotés pour permettre d'honorer les engagements de dépenses à intervenir durant le 1^{er} trimestre 2015.

Il présente aux membres du conseil municipal la décision budgétaire modificative qui suit :

Dépenses d'investissement

Opération 023 – Frais d'urbanisme POS - PPM

Article 202 + 6 300.00 €

Opération 093 – Mairie

Article 2051 + 18 700.00 €

Opération 9000000005 - Place du Marché

Article 2315 - 25 000.00 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, ADOpte les modifications budgétaires précitées portant sur la section d'investissement (dépenses) du budget général 2014.

2014.172 – Réfection de la toiture de la Mairie – Travaux supplémentaires

Monsieur le Maire indique qu'au cours du chantier de réfection de la toiture de la mairie, le charpentier a découvert que certaines poutres étaient atteintes par des mères.

Pour traiter le problème, il convient de dégrader des plafonds et des murs sur une certaine largeur, notamment à l'étage, dans la salle des archives et la cuisine.

L'intervention d'une entreprise de maçonnerie et celle d'une société de traitement de mères sont donc requises et à la suite, il y aura lieu également de prévoir la réfection des plafonds des pièces concernées.

Pour faire face à cet imprévu, Monsieur le Maire demande à l'assemblée l'autorisation d'engager les dépenses correspondantes.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

26 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à engager les dépenses liées aux travaux précités.

INFORMATIONS

- *Monsieur Jérôme Siguret signale des actes de vandalisme avec infraction à l'école publique.*
- *Cérémonie Commémorative du 5 décembre 2014 : Rassemblement en mairie à 11 h 15.*
- *Cérémonie des Vœux – Vendredi 9 Janvier 2015, à 19 h 00, à la salle des fêtes.*
- *Repas du personnel et des élus – Vendredi 30 janvier 2015, à la salle des fêtes.*
- *Conseil Municipal : Prochaine réunion le Lundi 12 Janvier 2015, à 20 heures.*
- *Monsieur le Maire indique que la collectivité a reçu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2014 portant attribution d'une D.E.T.R. (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) de 99 000 euros pour la construction du bâtiment enfance-jeunesse.*
- *Le journal municipal L'Echo des Ondes est en cours de finition. Sa parution et sa distribution se feront en janvier prochain.*
- *Site internet : La consultation d'agences pour la refonte du site internet de la commune est en cours. Les agences ont remis une offre et seront auditionnées le lundi 8 décembre prochain.*
- *Voyage en Guadeloupe : les enfants de la classe de CM2 de l'Ecole Publique ont adressé une carte postale aux membres du conseil municipal pour leur exprimer leurs remerciements.*

La séance est levée à 23 heures 15

Saint-Méloir des Ondes, le 1^{er} Décembre 2014

La secrétaire de séance
Chantal BRÉVAULT

Le Maire
René BERNARD